

Brèves de Normandie n°32 (mai 2004)
Spéciales Ecologie, Environnement, Risques

Les documents d'information de l'Assemblée Nationale.

Rapport n° 3559 de la Commission d'enquête.

«Les leçons de Toulouse : 90 propositions pour réduire, ensemble, les risques industriels»

Selon le Ministère de l'environnement, en Octobre 2001.

Nombre d'établissements soumis à la directive SEVESO par département :

Calvados : 16 établissements SEVESO.

Eure : 16 établissements SEVESO.

Manche : 3 établissements SEVESO.

Orne : 14 établissements SEVESO.

Seine-Maritime : 59 établissements SEVESO.

TOTAL : 108 établissements SEVESO en NORMANDIE.

TOTAL Métropole : 1297.

La NORMANDIE supporte donc 8% des sites SEVESO pour une population de 5% !

La Seine Maritime sur 95 départements détient le record Français absolu avec 59 sites SEVESO,

le suivant étant les Bouches du Rhône avec 54 !

Dans ce même rapport parlementaire est inclus le nota suivant : «La Commission a constaté que les éléments dont dispose le ministère de l'environnement ne coïncidaient toujours avec ceux qui lui ont été transmis par les préfetures des départements concernés».

Incompétence, je-m'en-fichisme⁽¹⁾, mépris ou autre, à l'égard des populations notamment NORMANDES les plus exposées une fois de plus, des services de l'Etat Français ?

Appelez-cela comme vous voulez !

Néanmoins les Normand.e.s, point du tout ingrats, loyaux et légalistes, respectueux des élus, des administratifs et autres décideurs seront rassurés d'apprendre que l'un de leur plus prestigieux élu, dans la très dangereuse banlieue de ROUEN, et sa famille ne courent aucun risque .

En effet ils résident principalement à Paris où Monsieur Fabius travaille la plupart du temps : nombre de site SEVESO dans le département de la Seine: 0 (zéro). Ils sont pas fous ces Parisiens !

Selon Challenges N°171 : «lorsqu'il a voulu s'acheter une maison à la campagne, il a accroché la carte du Grand Sud dans son bureau de Lassay...» il aime «les collines du Gers».

Il passe donc ses loisirs dans le Gers : nombre de sites SEVESO : 1 (UN)

Comme disent certains jeunes, normand.e.s ou non : «Y-a pas photo».

La Normandie, il ne connaît pas ! Ne soyons pas injuste ! Pardonnons lui ses trous de mémoire, on n'échappe pas à l'inéluctable fuite du temps, car ils sont interrompus grâce aux périodes électorales.

Ha ! Qu'ils sont bien braves ces pauvres Normand.e.s !

On comprend pourquoi il a lancé une opération «séduction» auprès du parti écologiste avant les élections régionales !.

Selon l'INSEE : «La France et ses Régions. 2002-2003».

Source : «Ministère de l'environnement», la même que précédemment, les établissements industriels classés SEVESO en 1998, en nombre d'installations sont :

r.a.basse-NORMANDIE : 4,

r.a.haute NORMANDIE : 49

soit un TOTAL NORMANDIE de 53 !

Total Métropole : 358 !

Vous avez certainement remarqué qu'à partir de la même source administrative de l'Etat (Ministère, sérieux n'est-ce-pas) la différence est pour le moins surprenante !

De plus un organisme aussi digne et officiel que l'INSEE est incapable en 2002-2003 de sortir des statistiques plus récentes que 1998 soit quatre ANS avant !

Peut-être le personnel compte encore sur ses doigts (chacun n'en a que dix, vingt avec les pieds, sauf s'il emploie des personnes amputées) et coche une baguette pour dix sites ?!

Dernière hypothèse : leurs ordinateurs ne comptent pas au-delà de 358 !

Le Monde Economie du 25 Mars 2004.

Commerce maritime : l'Europe se veut sans complaisance !

... «Il y a aussi des pétroliers-poubelles qui pourraient bien reprendre du service le plus vite possible pour éloigner l'or noir des terrains de guerre....Ce serait, en tout cas, un écueil de plus dans les flots pollués du transport maritime, encore sous le choc du naufrage du Prestige en Novembre 2002».

Paris-Normandie du Lundi 15 Mars 2004.

«Et si le terrorisme venait de la Manche ?»

«Un rapport prévient que le terrorisme pourrait s'en prendre à des navires et des ports. Le préfet maritime de la Manche et la Mer du Nord, en visite à Rouen, aborde cette question.»

L'Amiral-Préfet évoque le cas où un navire terroriste, chargé d'explosifs, se dirigerait vers un terminal portuaire ou une centrale nucléaire.

«La destruction de ce navire ? Ce serait vraiment la solution extrême...»

Vient l'inévitable réflexe parisien et jacobin de la cellule de crise à Paris !

Il continue : «mais il est essentiel de travailler en préventif, pour ne pas se retrouver avec un navire de ce type dans l'embouchure de la Seine»

«De véritables bombes flottantes»

Un expert ajoute en parlant du transport pas voie maritime. Il est «faiblement réglementé, souvent au-dessus des lois, secret dans ses opérations et surtout sur les vrais propriétaires des navires. Le scénario catastrophe serait l'explosion d'une bombe nucléaire, ou d'un explosif conventionnel pouvant dégager de la radioactivité dans un port. Les terroristes pourraient également utiliser des navires comme moyen d'attaque, comme naguère contre le Limbourg du commandant normand Ardillon.

Des tankers chargés de pétrole ou de produits chimiques pourraient se transformer en bombes flottante, avertit encore le rapport.»

Devant les côtes Normandes, la plus grande longueur de France, passent quotidiennement en Manche, la Mer la plus fréquentée du Monde, plusieurs centaines de bateaux dont nombre de ceux-ci transportent des produits dangereux et polluants.

N'oublions jamais que la Normandie est la première région maritime de France, donc une fois de plus elle court le plus de risques !

Le Monde du 14 Avril 2004.

Le Limousin change de président, mais pas de politique. (Vous avez bien lu, ce sont bien les brèves de Normandie)

Sur le projet de train rapide Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT), ils envisagent une action en justice avec les deux régions voisines concernées.

Un «TGV SAINT-GLINGLIN»

Elus Régionaux de Normandie, il est temps de passer aux actes, ne supportez plus le traitement inéquitable affligé aux Normand.e.s en matière de transports ferroviaires à grande vitesse.

Elus régionaux de Normandie : AGISSEZ !

Privilégier le chemin de fer en Normandie ou ailleurs participe à la préservation de l'environnement !

Il vaut mieux des trains de marchandises sur rail que des trains de camions sur route et...c'est beaucoup moins dangereux !

L'Union Agricole 76.

L'ADEME⁽²⁾ veut balayer les idées reçues sur les éoliennes.

L'éolienne a mauvaise réputation . Pourtant, elle est aussi une source d'énergie renouvelable plébiscitée.

L'ADEME veut imposer aux Normand.e.s des éoliennes alors que de nombreuses associations se constituent pour lutter contre cette nouvelle agression de l'environnement Normand.

Le territoire normand supporte plus que tout autre en France des sites dangereux, notamment pour la santé humaine, polluants olfactivement, auditivement, visuellement.

La Bretagne a refusé dans la violence le nucléaire, il a été autoritairement installé par l'Etat en Normandie sans concertation active avec la population. Elle fournit aux autres régions (dont la Bretagne) l'électricité.

Cela suffit !

Notre paysage est assez défiguré par les pylônes et lignes à haute tension ainsi que par les autres installations notamment de type SEVESO!

Les éoliennes défigureront encore plus le merveilleux paysage Normand. Ce à quoi l'agence répond énergiquement : «ce sont des faux problèmes !» Un champ d'éoliennes est-il plus inesthétique que des pylônes à haute tension ? Certainement non !

Révoltant, humiliant, méprisant !

Rejetons les diktats de l'ADEME, qui pour se justifier ne sait qu'utiliser l'arme du mépris à l'encontre des Normand.e.s.

Exigeons l'enfouissement des lignes à haute tension, de toutes les lignes électriques. Certaines régions ont passé des conventions avec l'EDF pour ce faire, qu'en est-il de la Normandie certainement l'une des premières concernée ?

Refusons les éoliennes.

Exigeons le respect de l'environnement en Normandie ! Assez de paysages ont déjà été sacrifiés !

Que ceux qui veulent l'énergie supportent également les installations productrices ou paient aux régions productrices le prix de la protection de leur environnement et des risques extrêmement graves ou polluants qu'ils supportent !!

Elus des Conseils Régionaux, le temps des promesses est terminé, maintenant agissez, dans l'intérêt environnemental des Normand.e.s !

S'il le faut, rejetez l'ADEME afin qu'elle cesse d'être l'Agence pour la destruction de l'environnement et le mépris de l'être !

Refusez de participer à son financement

Créez l'Agence Normande pour le développement et la maîtrise de l'énergie sans laquelle l'ADEME nationale ne pourra rien faire en Normandie !

Le Monde du 19 Février 2004.

EDF réduit les coûts de maintenance de ses centrales nucléaires .

Les syndicats craignent une baisse de la qualité de l'entretien.

Le Monde titre : «A Flamanville, (en NORMANDIE bien sûr) on est en train de franchir la ligne jaune».

«L'Autorité de sûreté nucléaire a dû rappeler à l'ordre la centrale de Basse-Normandie».

Dormez tranquilles braves Normand.e.s les risques statistiques par rapport au nombre de centrales nucléaires (et la Hague en prime) en activité, pour un prochain Tchernobyl, sont pour Vous !

Sur 19 centrales nucléaires en activité en France TROIS sont en Normandie !

L'Usine de retraitement est à la Hague ! Où ? en NORMANDIE bien sûr !

En Bretagne il y a ZERO centrale nucléaire en activité, ZERO Usine de retraitement !

Les Bretons s'éclairent peut-être à la bougie ? Qui sait ?

QUE veulent les Normand.e.s ?

Que TOUS les politiques, administratifs et autres décideurs NORMANDS, s'unissent dans une structure commune pour exiger de l'Etat la création en Normandie d'un Centre Normand de recherche et de développement visant à la conception, l'aménagement, la construction de tous procédés et fabrications pour la prévention des risques environnementaux dans tous les domaines, ce Centre étant d'importance régionale, nationale, européenne et internationale.

Que TOUS les élus et administratifs fassent sans désespérer le siège des Ministères et des plus hautes autorités de l'Etat pour obtenir satisfaction, à défaut concevoir et mettre en application des moyens régionaux pour obliger l'Etat à assurer la sécurité environnementale, sanitaire et autres des populations Normandes.

COMMENT : exiger qu'un pourcentage supplémentaire de la T.I.P.P, une part supplémentaire. des taxes, redevances ou autres soit versés aux Normand.e.s pour tenter de compenser les risques qu'ils subissent pour la satisfaction et le confort des autres Français.

Les Normands estiment injustes et inéquitables, contraire aux valeurs démocratique de la République, aux Droits de l'Homme et des Citoyens de voir leur région LA NORMANDIE servir d'égoût de la région parisienne (La Seine), poubelle nucléaire, chimique, énergétique etc... de la France et de certains pays sans que leur sécurité soit assurée comme n'importe quel être humain l'exige et y a droit, sans que des contreparties substantielles lui reviennent.

Normand.es, pour qu'Ecolo ne rime pas avec godillot.

Normand.e.s pour qu'Ecolo ne rime pas avec rigolo,

Pour qu'environnement rime avec Sécurité, Santé et Beauté.

Pour qu'ENVIRONNEMENT rime avec DEVELOPPEMENT :

UNISSEZ-VOUS, MOBILISEZ-VOUS,

EXIGEZ !

AGISSEZ !

Daniel Lemoine.

(1) selon le dictionnaire étymologique et historique Larousse du Français : «je m'en fichisme», employé pour la première fois dans Le Figaro en 1891, de la phrase «je m'en fiche» de «je m'en fous».

(2) ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie